

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/CTE/W/159
21 septembre 2000

(00-3768)

Comité du commerce et de l'environnement

Original: français

SÉMINAIRE RÉGIONAL DE L'OMC SUR LE COMMERCE ET L'ENVIRONNEMENT LIBREVILLE, GABON, 11-13 JUILLET 2000

Communication du Burkina Faso

La délégation du Burkina Faso a demandé que la déclaration ci-après soit distribuée aux membres du Comité du commerce et de l'environnement. Elle a été prononcée par M. Zoure O. Léonard, représentant du Burkina Faso et porte-parole des participants, à la clôture du séminaire régional de l'OMC sur le commerce et l'environnement destiné aux pays francophones les moins avancés et autre pays en développement d'Afrique subsaharienne, tenu à Libreville, Gabon, du 11 au 13 juillet 2000.

1. J'éprouve de l'émotion et un honneur à prendre la parole devant vous à la fin du séminaire. Émotion parce qu'il n'est pas facile de prendre la parole au nom d'une Afrique Francophone dans sa diversité sociale, culturelle et économique. Honneur parce qu'il s'agit pourtant de parler au nom de vingt deux pays ici présents.

2. Le commerce est la somme de toutes les activités humaines dont le but est d'échanger sous des formes diverses des biens et des services entre des individus ou des communautés; un système commercial multilatéral ouvert, équitable et non discriminatoire a un rôle essentiel à jouer dans les efforts nationaux et internationaux visant à mieux protéger et conserver les ressources naturelles et à promouvoir le développement durable.

3. L'environnement est l'ensemble des éléments physiques, biologiques naturels ou artificiels, et des facteurs économiques, sociaux, politiques et culturels, qui ont un effet sur le processus de maintien de la vie, la transformation et le développement du milieu, les ressources naturelles ou non et les activités humaines. Il est en somme la résultante de tout ce qui est socialement acceptable, économiquement attendu et surtout écologiquement tolérable. L'arbre, l'eau, la rivière, la montagne, le ciel, et que sais-je encore de naturel, ont toujours été partie intégrante de notre vie, de notre existence, de notre culture et de notre civilisation en Afrique.

4. Alors, comment à ces peuples, vivant constamment en harmonie avec la nature, pourrait-on parler de commerce sans y accoupler la question environnementale? Les problèmes que doit résoudre le CCE sont donc nombreux et complexes. Il est essentiel de suivre constamment ces questions difficiles. On ne saurait trop insister sur la nécessité que tous les pays Membres et en particulier les pays en développement participent aux débats du CCE. Pour permettre une participation effective des pays en développement il ne suffit pas de faciliter leur présence aux tribunes de négociation ou de débat mais aussi de rendre cette présence efficace en leur fournissant une assistance technique au moyen d'échanges d'informations dans des séminaires tels que celui-ci.

5. La participation de Madame l'Ambassadeur Biké, en sa qualité de Présidente du Comité du commerce et de l'environnement, a été très précieuse pour ce séminaire et a enrichi le débat. Pour

./.

citer ses mots, nous devons nous impliquer dans les résultats des débats du CCE en contribuant utilement à la création d'une relation constructive entre le commerce et l'environnement. Le commerce et l'environnement sont deux domaines importants de l'élaboration des politiques et ils devraient s'étayer mutuellement afin de promouvoir le développement durable.

6. Durant trois jours nous avons étudié: l'histoire de l'OMC et le GATT; les liens entre le commerce, l'environnement et le développement durable; le cadre des discussions au sein du Comité du commerce et de l'environnement; les accords environnementaux multilatéraux et l'OMC, spécifiquement les liens entre la Convention sur la diversité biologique et l'Accord sur les ADPIC; et la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières des déchets et l'exportations des produits interdit sur le marché intérieur; la libéralisation des échanges et l'environnement; l'accès aux marchés et les possibilités commerciales pour les produits ne portant pas atteinte à l'environnement; les normes environnementales à l'OMC; les règlements des différends relatifs à l'environnement dans le cadre du GATT et de l'OMC; des études de cas illustrative; et le tout meublé par une table ronde sur le commerce, l'environnement et le développement durable.

7. Les séminaristes ici présents voudraient par mon humble voix vous rassurer qu'ils seront les ambassadeurs intrépides de l'OMC auprès de leur gouvernement respectif pour une exploitation plus saine et plus réaliste de ce qu'est l'OMC, ce monstre tant redouté à tort par les pays à moyenne ou faible capacité commerciale et pour lesquels pourtant l'OMC permet "un commerce ouvert sur l'avenir". Cependant, malgré toutes ces assurances, l'arbre ne devrait pas cacher la forêt et il ne sert à rien d'évacuer les questions importantes car elles reviennent toujours.

8. Au nom des pays africains que nous représentons ici, et dont les principales préoccupations sont la lutte contre la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des populations, nous voudrions faire part des inquiétudes qui nous ont animés tout au long de ce séminaire; il s'agit tout particulièrement:

- Des niveaux disparates de compréhension de la mise en œuvre et du suivi des accords de l'OMC au sein de nos États;
- de la quasi absence des produits qui nous sont vendus ou déversés;
- du manque d'accès aux marchés pour nos produits;
- du manque d'expertise en matière de normes, de notification, d'éco-étiquetage;
- des multiples accords Nord-Sud dont la mise en œuvre n'est pas toujours aisée; et
- du non engagement réel de nos États après la signature des accords, qui adoptent très vite l'absentéisme et la politique de la chaise vide.

9. Au regard de ce qui précède, il serait superflu pour les éminents techniciens que nous sommes, de ne pas interpellier nos gouvernements pour une plus grande prise de responsabilité afin d'apporter à nos représentants au sein des organisations et conventions auxquelles nous avons librement souscrits tout l'appui politique et financier voulu en pareilles circonstances où la souveraineté de l'Afrique se joue à jamais pleinement, car nous voulons une Afrique unie et forte au sein de l'OMC.

10. Les séminaristes, par ma voix, vous prie de transmettre à S.E. El Hadj Omar Bongo, Président de la République du Gabon, au Gouvernement et au peuple gabonais, tous remerciements pour l'hospitalité toute africaine et empreinte de fraternité qui nous a été réservée. J'aimerais aussi remercier le gouvernement du Danemark pour avoir financé ce séminaire.